

Brochure n° 3042

**Conventions collectives nationales**

**ÉQUIPEMENTS THERMIQUES**

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques  
et de génie climatique**  
(Ouvriers, employés,  
techniciens et agents de maîtrise)

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements  
thermiques et de climatisation**  
(Cadres, ingénieurs et assimilés)

■ *Journal officiel* du 3 novembre 2009

**Arrêté du 27 octobre 2009 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale des cadres,  
ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements  
thermiques et de climatisation (n° 1256)**

NOR : MTST0925207A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 1987 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 10 décembre 2007, portant extension de la convention collective nationale  
des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements  
thermiques et de climatisation du 3 mai 1983 et des textes qui l'ont modifiée  
ou complétée ;

Vu l'accord du 3 juillet 2009, relatif aux rémunérations minimales, conclu  
dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 8 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation du 3 mai 1983, les dispositions de l'accord du 3 juillet 2009, relatif aux rémunérations minimales, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.